

La fronde anti-éoliennes prend de l'ampleur



Par Marie-Estelle Pech

Mis à jour le 06/08/2018 à 20h02 | Publié le 06/08/2018 à 17h11

ENQUÊTE – Le gouvernement souhaite doubler le nombre d'éoliennes sur le territoire dans les cinq prochaines années. Mais la contestation s'intensifie et réunit des opposants de tous bords.

Après les McDonald's et les champs d'OGM, la prochaine cible des écologistes ou des zadistes sera-t-elle l'éolien? En juin, un feu criminel détruisait une éolienne et en endommageait une autre à Marsanne, dans la Drôme. L'attaque a été revendiquée mi-juin par un site libertaire précisant «s'attaquer aux dominations». Du bourgeois au militant mélenchoniste en passant par l'anarchiste, le pêcheur et le châtelain, l'opposition à l'éolien est «de plus en plus composite», affirme Fabien Bouglé, porte-parole du collectif d'opposants Touche pas à nos îles! en guerre contre le projet de parc éolien au large de l'île de Noirmoutier, en Vendée.

Certes, cette opposition a historiquement débuté chez des pronucléaires situés bien à droite, «mais ça change», souligne

cet élu versaillais, spécialiste du marché de l'art, qui témoigne avoir assisté à une lecture sur le sujet dans une «librairie anar de gauche» à Paris, et qui prophétise «une grande révolte populaire anti-éoliennes». D'autant que semble s'opérer une mutation: la contestation, jusque-là cantonnée aux citoyens et aux associations anti-éoliennes, trouve désormais des voix et des relais dans le monde politique pour porter le combat.

Ainsi Xavier Bertrand, ancien ministre du Travail et actuel président de la région des Hauts-de-France, qui a lancé fin juin un observatoire de l'éolien afin de mieux contrôler l'expansion des parcs dans sa région, qui «défigure complètement les paysages» et «coûte les yeux de la tête». Ou encore ces dix députés, tant de la majorité que de l'opposition, qui ont signé une tribune, «Stop aux nouvelles éoliennes!», dans nos éditions du 20 juin dernier.

Projet «antidémocratique»?

La France constitue aujourd'hui le quatrième parc d'Europe derrière l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Sa proportion d'électricité éolienne représente moins de 5 % de sa consommation mais, d'ici à 2023, les éoliennes terrestres devraient doubler, passant de 7300 à quelque 15.000. «C'est le deuxième gisement de vent d'Europe et la deuxième façade maritime. Le potentiel est considérable», selon Pauline Le Bertre, déléguée générale de France Énergie éolienne (FEE).

On compte 70 % de recours contre les permis de construire devant les tribunaux administratifs, contre 50 % il y a cinq ans

Si l'Allemagne a depuis longtemps compris «la nécessité impérieuse d'avoir une transition énergétique, en France, de nombreuses associations jouent sur les angoisses des gens, propageant des idées reçues». Le degré d'opposition à l'éolien

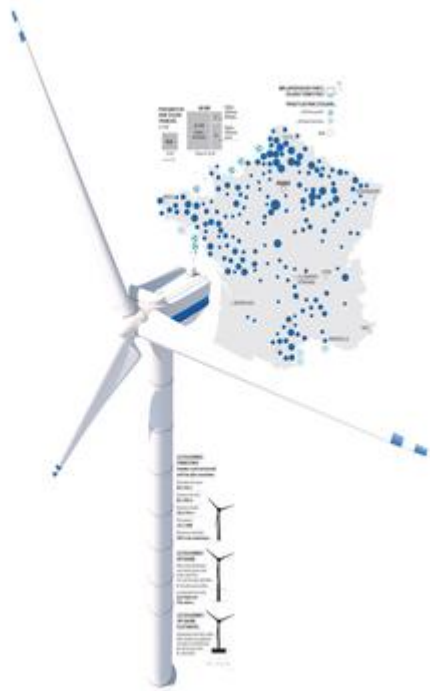
serait, selon elle, unique en Europe, lié à notre historique avec le nucléaire.

De fait, malgré le discours politique français très volontariste sur le sujet, malgré les sondages favorables à l'éolien menés auprès des Français, l'installation des éoliennes suscite de plus en plus d'opposition. On compte 70 % de recours contre les permis de construire devant les tribunaux administratifs, contre 50 % il y a cinq ans. Une perte de temps pour les promoteurs: la mise en route d'un parc est désormais d'environ neuf ans, contre quatre pour l'Allemagne.

Pour accélérer le processus, le gouvernement a décidé de supprimer le premier degré de juridiction, le tribunal administratif, pour passer directement à la cour administrative d'appel. Un projet de décret est actuellement en consultation devant le Conseil d'État. Cela se pratique déjà pour les projets éoliens en mer, les multiplexes de cinéma et les supermarchés. Un projet «antidémocratique» pour Fabien Bouglé, et qui, ces derniers mois, mobilise et durcit plus encore le front anti-éolien.

Biodiversité

Les associations d'opposants s'offusquent aussi d'un décret paru le 11 juillet qui permet de moderniser les parcs existants sans reprendre de zéro toutes les études d'impact. Que reprochent ces opposants à l'éolien? Sa laideur, sa proximité avec des habitations et des monuments historiques, ses nuisances sonores, ses lumières «aveuglantes», des installations entachées de multiples prises illégales d'intérêt de la part des élus. Les arguments sont multiples. Et parfois écoutés.



Des éoliennes ne seront ainsi pas installées en arrière-plan du paysage du Mont-Saint-Michel, pas plus que du côté du pont du Gard. Pauline Le Bertre, elle, indique qu'en France «les restrictions d'installation sont les plus élevées d'Europe. On multiplie les études d'impact liées à la biodiversité, le patrimoine, les habitations.» À l'entendre, une éolienne implantée à 500 mètres d'une habitation, le minimum réglementaire, «fait un bruit semblable à celui d'un frigidaire». Elle vante la compétitivité du mégawatt éolien, 64 euros contre 110 pour le nucléaire dernière génération. Inversement, Karine Poujol, à la tête de l'association Gardez les caps, considère que les 64 éoliennes prévues en baie de Saint-Brieuc provoqueront la mort de la biodiversité sous-marine, alors même que la zone est protégée Natura 2000. Elle anticipe un bruit «semblable à celui d'un décollage d'avion».

Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf Aquitaine, défend les coquilles Saint-Jacques du cap Fréhel, qui pourraient être «très affectées» par ces installations fixées par 42 mètres de fonds. L'ancien industriel se défend de jouer pour le camp des pronucléaires, lui qui a «toujours défendu le fait qu'il fallait diversifier», rapporte-t-il au *Figaro*. Il met en doute cette politique qui «pénalise notre compétitivité en augmentant nos importations de matériel: 95 % des

investissements de l'éolien viennent d'Allemagne, du Danemark, d'Inde ou de Chine, tandis que deux tiers des exploitants viennent d'ailleurs». Ce printemps, la Cour des comptes affirmait que «le tissu industriel français a peu profité du développement des énergies renouvelables». Malgré des moyens considérables, qui se sont élevés en 2016 à 5,3 milliards d'euros. La prévision de dépense publique en 2023, elle, est de 7,5 milliards d'euros.

How Trump's Steel War on Turkey Is Set to Change Trade Flows



By Thomas Biesheuvel, Elizabeth Burden, and Susanne Barton
August 10, 2018, 4:51 PM GMT+3 Updated on August 10, 2018,
11:53 PM GMT+3

- U.S. plans to raise tariffs on Turkish aluminum and steel
- The country ranks as the world's sixth-biggest steelmaker

President Donald Trump's latest broadside against Turkish steel is a fresh blow to one of the country's most important industries and will reshape global trade flows.

Under a higher level of tariffs, Turkey will continue to lose American customers, once its most important steel market. The new tariffs won't put Turkish steelmakers out of business, but force them to find new markets, likely across North Africa or the Middle East, or displace other imports to Europe.

"It's certainly a challenge for Turkey's steel," Colin Hamilton, managing director for commodities research at BMO Capital Markets, said in an email. "They mainly import scrap, which has just become more expensive in Lira terms, and export products. "

The U.S. plans to double tariffs on the nation's steel to 50 percent, and raise the rate on aluminum to 20 percent, Trump said on Twitter Friday.

Turkey makes up 62 percent of bar used to reinforce concrete and masonry structures coming into the U.S. It also accounts for 37 percent of imported pipes for piling, which is used for foundation support and construction, and 14 percent of cold-rolled sheet. The tariffs will likely put U.S. steel companies in a favorable position, with Nucor Corp., Commercial Metals Co. and Steel Dynamics Inc. set to be among the big beneficiaries, according to Andrew Cosgrove, a senior analyst at Bloomberg Intelligence.

Turkey exported about 500,000 tons to the U.S. in the five months to May, compared with more than 1 million tons in the same period last year, according to data from the U.S. Census bureau. The U.S. has fallen from Turkey's main steel buyer to number three.

Steel, in its more basic form of slabs, sheet or reinforcing bar, is a highly liquid market and it's usually easy for a company to find a new buyer. Attacking imports has become a favorite tool of politicians from Europe to the U.S., causing flows to be rerouted. The global industry has been described as a game of whack-a-mole; if exports are blocked in one market, the action shifts elsewhere. Turkey ranks as the world's sixth-biggest steel producer. In aluminum, it's 31,

a tiny player. The U.S. imported about 4,500 tons of aluminum bars, rods and profiles from the country in 2017, according to World Bank statistics.

The U.S. measures are designed to add pressure on Turkey to release an American pastor and will further squeeze an economy that's being engulfed by a financial crisis and plunging currency. An index of Turkish steel stocks sank almost 10 percent after the announcement, before recovering some of those losses.

In response to U.S. tariffs earlier this year, Turkey turned its exports toward European countries, such as Italy and Spain. The new U.S. tariffs will heighten fears that even more steel will head to the region, pressuring European producers. Regulators have introduced so-called safeguard measures, which slap tariffs on steel if imports exceed historical averages.

"The tariffs on Turkey itself won't form a big threat" to Europe, Philip Ngotho, an analyst at ABN Amro Bank NV, said by email. "Europe has measures in place to limit imports of steel into Europe, so that will continue to offer some protection from potentially cheaper and more steel from Turkey."

– *With assistance by Mark Burton, and Luzi-Ann Javier*

Greece's Credit Rating Upgraded by Fitch on Debt Sustainability



(Bloomberg) –Greece's credit rating was raised by Fitch Ratings to the highest level since 2011 as the country approaches a successful exit from the ESM program and its sustained economic growth bodes well for debt sustainability. "Debt sustainability is also underpinned by a track record of general government primary surpluses, our expectation of sustained GDP growth; additional fiscal measures legislated to take effect through 2020 and somewhat reduced political risks," the agency said.

Greece's bailout program ends on Aug. 20, which is also the last day that the European Central Bank will still accept Greek bonds as collateral for providing cheap funding to Greek lenders, and the country is expected to take some time to

secure an investment grade rating as it tries to convince investors that normality is back.

Without a program, Greece needs that rating from at least one agency to be eligible for the ECB's funding facilities for its banks. Investment grade would also make the nation's sovereign bonds attractive to more investors, helping the government to regain sustainable access to markets.

Fitch upgraded Greece's long-term foreign currency debt to BB- from B, showing that the agency isn't that worried about the International Monetary Fund's glum assessment of the country's prospects.

"We expect fiscal performance to remain sound over the post-program period", Fitch said in the report, adding that public finances are improving. "GDP growth is gathering momentum," the rating agency said, forecasting a growth of 2 percent in 2018 and 2.3 percent in 2019.

With Greece exiting an eight-year period of bailout programs in just over a week, Greek governments must continue to implement reforms and stick to the fiscal path that has already been agreed with creditors to reassure investors.

"The domestic political backdrop has become somewhat more stable and the working relationship between Greece and European creditors has substantially improved, lowering the risk of a future government sharply reversing policy measures adopted under the ESM program," Fitch said.

Greek bonds are still vulnerable to external risks which makes sticking to the fiscal agenda and implementing reforms even more important for securing investor confidence. Greek 10-year note yields hit their highest level since June 22 this week amid uncertainty around Italy.

Among the major rating companies, Moody's Investors Service gives Greece the lowest grade and hasn't changed its rating

since February, well before the conclusion of the last bailout review and the decision in June by euro-area finance ministers for further debt relief measures for Greece. S&P Global Ratings was the first to act after the Eurogroup decision and it raised its rating by one notch to B+.

Brexit : HSBC transfère sept succursales de Londres à Paris



Par Anne Bodescot

Mis à jour le 06/08/2018 à 19h39 | Publié le 06/08/2018 à 19h26

La banque investit également lourdement en Asie pour accélérer sa croissance.

Dans la finance, les préparatifs en prévision du Brexit s'accélèrent. La Grande-Bretagne redoute désormais une sortie de l'Union européenne (UE) sans accord avec Bruxelles. Ce qui compliquerait encore davantage le travail de ses banques sur le Vieux Continent. Prenant les devants, HSBC a annoncé lundi que plusieurs de ses succursales européennes, jusqu'alors contrôlées depuis Londres, seront l'an prochain rattachées à sa filiale française.

Ses activités en République tchèque, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Espagne seront pilotées depuis Paris par HSBC France, en principe à partir du premier trimestre 2019. Soit juste avant la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, prévue fin mars. «Ce que nous avons prévu depuis le début, depuis plus de deux ans, a été fondé sur le pire des scénarios», explique John Flint, le nouveau directeur général.

» LIRE AUSSI – Brexit: Bruxelles n'exclut pas une sortie sans accord

L'annonce a été faite quelques heures après la publication de résultats mitigés pour le groupe bancaire britannique. Après avoir mené un vaste plan de restructuration ces dernières années et fait des économies à tous crins, la banque a enregistré une hausse de 7 % de ses coûts sur les six premiers mois de l'année, en raison de ses investissements en Asie, où elle veut pousser plus encore son avantage. Elle y réalise déjà près de la moitié de son activité. «Nous sommes en train d'investir pour gagner de nouveaux clients, pour accroître notre part de marché et poser les fondations d'une croissance régulière des bénéfices», souligne John Flint. Aux manettes depuis février, il est d'ailleurs prêt à aller beaucoup plus loin, puisqu'il a dévoilé en juin un plan d'investissement sur trois ans de 15 à 17 milliards de dollars.

Les dépenses déjà engagées ces derniers mois par la banque ont permis d'embaucher afin de conquérir davantage de clients et de se renforcer dans les activités numériques, en particulier en Chine. Mais cette hausse des dépenses a été plus forte que celle du chiffre d'affaires, qui augmente de 4 % (2 % ajustés des éléments exceptionnels). Voilà qui explique l'accueil plutôt froid réservé aux résultats semestriels de la banque à la Bourse de Londres, où le titre a terminé lundi en léger repli (- 1,06 %).

Pourtant, le bénéfice semestriel dévoilé lundi est légèrement supérieur aux prévisions, avec une progression de 2,5 %, à 7,173 milliards de dollars. En Asie, le bénéfice avant impôt du premier semestre a même bondi de 23 %, à 9,4 milliards de dollars, ce qui représente 88 % du bénéfice total du groupe.

Baisse des profits en Europe

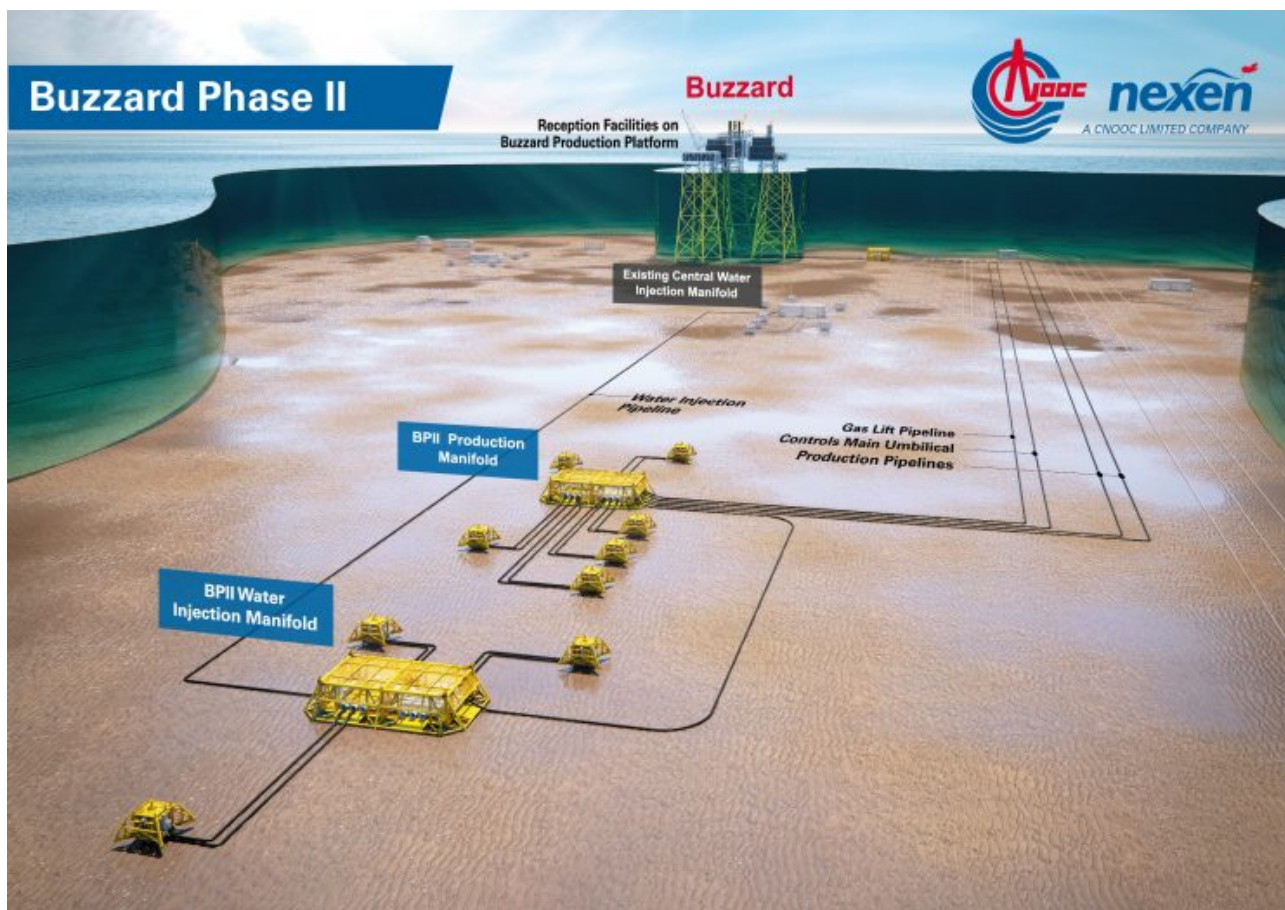
Mais ces bonnes performances ont été contrebalancées par une baisse des profits sur d'autres marchés, en particulier en Europe, où l'activité est pénalisée notamment par la faiblesse des taux d'intérêt. Toutefois, le patron de HSBC espère toujours stimuler les revenus de son groupe dans les prochains mois, pour que, sur l'année, la progression des recettes soit plus forte que celle des coûts.

Mais la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui préoccupe toujours les marchés financiers, lézarde la confiance dans la capacité de la banque à tenir cette promesse. Pour l'instant, HSBC affirme que cette guerre douanière n'a eu aucun effet sur son activité et ses clients. Le président du groupe, Mark Tucker, a même tenu à rappeler que le marché asiatique restait solide. Mais John Flint reconnaît que la croissance chinoise pourrait en être légèrement affectée.

Touchée par de nombreux scandales financiers ces dernières années, HSBC a aussi annoncé avoir trouvé un accord en juillet

avec le département américain de la Justice. La banque paiera une pénalité financière de 765 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites sur son activité dans les prêts immobiliers avant la crise financière de 2008.

Extension of North Sea mega-field gets final approval



Oil firm Nexen Petroleum UK has said its partners have given it the nod to extend the life of the North Sea's biggest producing field.

Nexen, owned by the China National Offshore Oil Corporation, also said the Oil and Gas Authority (OGA) had approved the Buzzard field phase two development.

In November, Nexen's UK managing director, Ray Riddoch, said production from Buzzard would be prolonged by up to 10 years as part of a £500-million-plus project.

A number of contracts have already been awarded to the supply chain, while work on the front-end engineering design was completed in June.

first oil is expected in the first quarter of 2021.

Operator Nexen owns 43.21% of Buzzard, the largest UK North Sea oil discovery in the past two decades.

Its partners are Suncor Energy (29.89%), Chrysaor (21.73%), Dyas (4.7%) and Oranje-Nassau Energie (0.46%).

Nexen is working on the project with a host of oil field service companies including AGR Well Management, Baker Hughes, a GE company (BHGE), COSL Drilling Europe, Subsea 7 and Worley Parsons.

They have formed an integrated team which is based at Nexen's office in Kingswells, Aberdeen.

The team is going after additional reserves with a subsea development in the northern part of the Buzzard field.

Buzzard, which lies 60 miles north-east of Aberdeen, was discovered in 2001 and produced first oil in 2007.

The latest figures of the OGA show the field is producing more than 140,000 barrels of oil equivalent per day.

A production and water injection subsea manifold will be installed and tied back to the existing Buzzard complex.

A new module will also be added to the complex for processing and export.

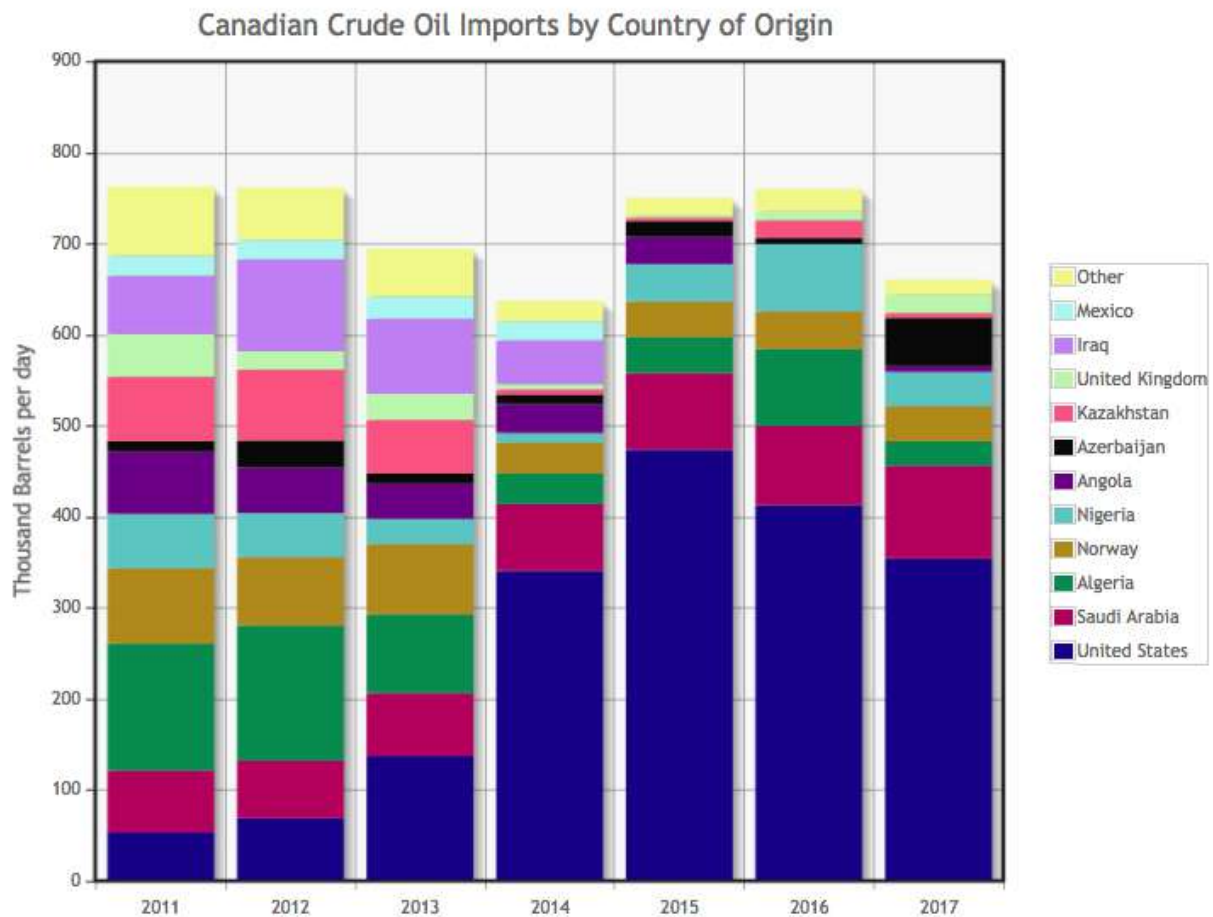
Last week, Subsea 7 said it had won a contract worth between £38-£115m to build and install a three mile pipeline bundle

and provide a heavy lift vessel for transporting and installing a new topside module.

BHGE has been chosen to supply a range of subsea infrastructure and topside control systems.

Zvonimir Djerfi, Europe president, BHGE, said the formation of the integrated team was a prime example of companies taking an unconventional approach to collaboration and project development.

Why has Canada spent billions of dollars buying Saudi Arabian oil?



Despite sitting on an ocean of oil, Canada still buys \$300 million per month of Saudi crude

As Saudi Arabia aggressively severs ties with Canada, the two countries' trade relationship hangs in the balance. On one hand, Canada will lose out on Saudi foreign students, military contracts and sales of wheat and grain. On the other, Saudi Arabia will lose the billions of dollars it earns every year by selling oil to Canada.

For years, it has been an oft-repeated Alberta grievance that these imports exist at all. Despite sitting atop an ocean of proven oil reserves, Canada continues to spend a small fortune every year buying oil from a country that executes homosexuals, flogs dissidents and has a nasty habit of funding Islamic extremism.

Below, a quick guide to why Canadians are still gassing up their cars with Saudi crude.

Over the last 10 years, Canada has spent \$20.9 billion on Saudi crude

Between 2007 and 2017, Statistics Canada figures show that Canada imported a total of \$20.9 billion of Saudi Arabian petroleum oils. For context, this is almost precisely what Canada spends on its military per year. It's also way more than the expected \$15.7 billion cost of the Energy East pipeline. On average, in recent years, Saudi Arabia supplies about 10 per cent of Canada's oil imports. Canada, in turn, is responsible for buying roughly 1.5 per cent of total Saudi oil exports. What's more, Saudi Arabia is climbing the leader board of countries that Canada's relies upon for its foreign oil. As recently as 2010, Saudi Arabia ranked as Canada's fifth largest supplier of foreign oil (behind Algeria, Norway, the U.K. and Kazakhstan). Now, Saudi Arabia is second only to the United States.

Right now, all the Saudi oil is coming through a single New Brunswick refinery

All of the Saudi oil imported into Canada in 2017 and 2018 came through New Brunswick, which only has one oil import facility: The massive Irving Oil-owned Saint John refinery. Between January and June of this year that refinery has imported \$1.8 billion of Saudi oil – roughly \$10 million per day. The amount of U.S. oil entering the refinery, for comparison, is equivalent only to about \$3.8 million per day. Unlike most Canadian refineries, Saint John has no access to a pipeline; every barrel of oil it processes either comes by tanker or train. (The oil train that caused the Lac-Mégantic rail disaster, in fact, was headed to the Saint John refinery). “We source crude oil from all over the world for our refinery in Saint John, N.B.,” a spokesman for Irving Oil told the National Post in 2016. And whenever someone is seeking out the cheapest product from the world market, it's

not unusual that a lot of it is going to come from oil-rich Saudi Arabia. It's like turning to the world market to buy the cheapest possible t-shirts: Chances are that they're going to come from Bangladesh.

Alberta and Saudi oil aren't necessarily the same thing

On paper, Canada could become energy self-sufficient tomorrow. Every day we produce about 3.9 million barrels of oil per day, and use less than 2 million barrels. A study this year from the Canadian Energy Research Institute even calculated that energy self-sufficiency might reduce emissions. But think of oil like whiskey: There are many different types and qualities. A bourbon connoisseur probably isn't going to be happy with a bottle of Old Crow and a Manhattan isn't going to taste the same if it's made out of Scotch. Similarly, Alberta oil is not interchangeable with the stuff coming out of Saudi Arabia. Andrew Leach, an energy economist at the University of Alberta, even said that comparing the two is like comparing apples and oranges. "Saudi crude and WCS (Western Canadian Select) doesn't overlap much in terms of their markets," he told the National Post. For one thing, most eastern Canadian refineries cannot process bitumen, the thick tar-like hydrocarbon that comes out of the Athabasca Oil Sands. Almost anybody can process Saudi Arabian crude, but only an elite fraternity of the world's most complex refineries can turn Alberta bitumen into gasoline. To get to the east coast, Canadian bitumen also has to be shipped overland from more than 4,000 kilometres away, significantly adding to its total costs (Saudi Arabia is 10,000 kilometres away from the Canadian east coast, but tanker shipment is cheap). It's also why Western Canadian Select, the industry name for most oil sands bitumen, sells at such a steep discount to more conventional oil types coming out of Saudi Arabia. In June, for instance, WCS sold at an average of USD\$52.10 a barrel, compared to USD\$67.87 for West Texas Intermediate (WTI), an oil category priced similarly to most Middle Eastern oils. "The oil Alberta produces is simply of a lower quality than ...

WTI, and is located farther away from customers,” writes the Alberta government in an online briefing note describing the WCS “discount.”

Even with a pipeline, it's not a guarantee that refineries would buy Canadian

The cancelled Energy East pipeline, of course, would have pumped Saskatchewan and Alberta petroleum into New Brunswick. Politicians touted the pipeline as a way to supplant foreign suppliers such as Saudi Arabia. “We believe this nation-building project would have benefited all of Canada through new jobs, investment, energy security and the ability to displace oil being imported into Canada from overseas,” Alberta premier Rachel Notley said upon the project’s cancellation. However, refineries are no different than a driver cruising gas stations looking for a fill-up: They seek out whoever has the best price and buy accordingly. If Alberta can’t sell its oil on the Atlantic Coast for a lower price than Saudi Arabia, refineries aren’t going to buy it – particularly if they can’t process it. “Getting product from Western Canada, while conceptually sounding like a good way to push out Saudi oil, doesn’t fix everything,” said Jason Parent with the Canadian oil industry analyst Kent Group. As of press time, WCS is currently selling at an incredible \$30 discount over more conventional oil types. While this would likely be enough to entice Atlantic buyers, the discount isn’t always so competitive – particularly if Saudi Arabia is actively trying to overproduce and drop oil prices in order to kneecap the Canadian and U.S. oil industry. This is part of the reason why Canada never built a pipeline to the east coast in the first place. A west-to-east pipeline was indeed considered soon after the discovery of oil in Alberta in the 1940s, but it was soon scrapped. “Eastern provinces did the math and found it cheaper to import foreign oil by tanker, rather than bother with the extra cost of domestic supply,” said Peter Tertzakian, director of the Calgary-based Arc Energy Research Institute. However, even if the business case is a little

complicated, Tertzakian still advocates a pipeline as something Canada should do for strategic reasons. "We could be completely self sufficient if we wanted," he said. "It's just a question of how much we are willing to pay for it."

Canada can't really hurt Saudi Arabia's bottom line

The easiest way for Canada to cut off Saudi Arabia imports would be simply to buy more American oil. It's about the same price, it doesn't require specialized facilities and considering that they already buy so much of ours, there's a certain justice to it. The U.S. also has an excellent human rights record compared to the Saudis. But while such a move might assuage Canada's moral compass, the practical effect would be almost nil. It's a seller's market for oil right now. Production of U.S. shale oil is slowing down, Iran is being hammered by sanctions and petroleum demand continues to tick upwards all over the world. All this means that if Canada could successfully prevent a drop of Saudi oil from ever entering our borders again, it's unlikely that Riyadh would ever notice. Any oil tanker turned away at Saint John could simply set course for New Jersey. Unlike Canada, Saudi Arabia sells a product that is easy to transport and that can be processed by almost anyone. Said Andrew Leach, "Saudi oil will still sell at the world price."

Qatar's Energy Acumen Spells Prosperity at Home and Stable

Prices Around the World



by Roudi Baroudi

Qatar's growing stature on the international stage did not come about by accident, but rather as the product of a concerted effort to acquire a larger and more constructive role in the region and around the world. This greater capacity to exert positive influences has been made possible by the country's enormous gas reserves, but even these would not have sufficed without both effective management of those resources and many years of astute diplomacy.

There were never any guarantees that the story would have a happy ending. The first oil well, "Dukhan 1," was drilled in 1939, but Qatar did not gain full independence from Britain until 1971, and its flagship oil company, Qatar Petroleum (QP), was not formed until 1974. Like many resource-rich countries emerging from the era of colonialism, Qatar lacked many of the institutions and mechanisms required for effective governance, so for many years it did not derive maximum benefit from the production and export of crude.

Near the end of the 20th century, however, the country and its territorial waters were found to be sitting atop huge deposits of natural gas in what would become known as the North Field. The colossal North Field covers an area of some 6,000 square kilometres, making it the single largest non-associated gas reservoir on the planet. Coupled with a new leadership that had the vision to make far-seeing investments, this gas has

offered Qatar an opportunity to more than make up for lost time. As of 2014, the country's gas reserves were estimated at more than 25 trillion cubic metres, surpassed only by Russia and Iran and equivalent to a whopping 14 percent of the world total.

It was foresight, though, not just raw reserves, that made Qatar what it is today. Not content with the country being "just" another major producer of fossil fuels, the ruling family threw its weight behind financial investments and technological choices that would make Qatar a global leader in several facets of the gas business. Accordingly, billions of dollars were spent to expand production, acquire the world's most advanced liquefied natural gas (LNG) trains, and build a fleet of ultra-modern LNG carriers to serve customers around the globe. As a result, Qatar now leads all nations in exports of LNG. In addition, the country has been the foremost partner in the pioneering of research, development and commercialisation of gas-to-liquids (GTL) technologies, including a jet-fuel blend that reduces both emissions and operating costs.

Even more than natural resources, then, it is sound judgement that has transformed Qatar into the world's wealthiest nation-state on a per capita basis, winning it a choice seat at the table when major powers discuss the most pressing matter of the day. It has used this influence to promote both economic and political stability, striving to forge bilateral and multilateral relationships with which to address shared concerns like war/occupation, poverty, and the environment.

This level of economic and diplomatic ambition requires across-the-board engagement and, when appropriate, strong leadership. Therefore, in addition to having joined the Organisation of Petroleum Exporting Countries just a year after OPEC's founding in 1960, Qatar also plays a central role in the Gas Exporting Countries Forum (GECF) set up in 2001, having hosted the GECF's Executive Office and Secretariat.

since 2009.

GTL capital of the world

The GECF was established to promote the interests of the world's leading gas producers by holding regular meetings to find common ground and develop solutions for shared challenges, but its selection of Doha to serve as headquarters reflected a different priority, that of improving ties and coordination with consumer nations. As a country that maintains warm relations with governments on both sides of several diplomatic divides, Qatar and its robust finances have been instrumental in initiating and sustaining useful discussions of issues affecting the international gas market, providing a platform of stability that has allowed the development of a healthy and prosperous energy market that benefits all stakeholders.

Despite the volatility of the hydrocarbon markets and their relationship to international politics, Doha, in particular with its energy policy, has been a focal point of cooperation among producers and consumers with a view toward adopting new standards, regularizing markets and prices, and ensuring both stability and sustainability of supply so that demand is met in a mutually beneficial manner. The resulting safe and sustainable energy flows, with fewer interruptions due to wars or other forms of instability, yields a variety of certainties that serve the interests of all countries. So it was that in less than a decade, a tiny country of just 2 million inhabitants became the most important force for maintaining global security and price stability for all forms of natural gas. Given the ever-increasing importance of natural gas in the global energy mix, this also means that Qatar contributes mightily to economic growth and flourishing energy initiatives in virtually all corners of the world.

In addition, Qatar has employed skilful political leadership in urging its fellow gas producers to think long and hard about the difference between oil and gas prices. Oil remains the benchmark, as all other energy prices usually rise and

fall under its influence. Qatar continues to study the causes that have led to gaps in the price relationship between oil and gas, and how collective action can both restore the link and achieve parity between the two. Given the many environmental and other advantages that gas offers over traditional energy sources – including being non-toxic, near-perfect combustion, no soil contamination, and an enviable safety record – greater parity would seem to be in the interests of all concerned, including the planet itself.

The GTL venture is a prime example of innovation designed to ensure that more and more applications can use cheaper, cleaner-burning natural gas. Qatar is carving out yet another niche for itself, this time as “GTL capital of the world.” Only two other countries – South Africa and Malaysia – possess similar facilities, and Qatar’s access to affordable feedstock will give it significant advantages for years to come. By 2016, national production of GTL will amount to 174,000 barrels a day, radically increasing supplies available to help airlines, local public transport and utilities to reduce their carbon footprints.

The natural gas industry is growing and globalizing as demand expands and new technologies like GTL enable and inspire creative new ways to customize compatible products and services. Simultaneously, Qatar’s backing of a positive global energy dialogue,

reliable production and massive investment in today’s fuel of choice are bringing more stability and security of supply to regional and global markets because in the gas industry, volumes and prices are defined primarily by long-term contracts, consumers and supplies. In 2006, Qatar and two of its neighbors, Oman and the UAE, completed the first cross-border regional gas pipeline, linking the North Field to customers in Abu Dhabi, Dubai and Oman. This tri-nation sub-sea gas pipeline project was an unprecedented achievement and so set a fitting example of strategic inter-energy connecting grids.

The impacts go far beyond the energy business. For example, Qatar has worked very successfully to foster better environments for strategic partnerships, and to achieve greater energy security while improving climate protection in the discovery, development and production of cleaner and more efficient fuels. This combination imparts enormous value to society by inspiring confidence in the strength and durability of the national economy and the policies pursued by the government, both at home and abroad. Better fuels mean higher standards of living, greater social stability, and a cleaner environment. The revenues and cost savings can be a game-changer in reducing poverty, and the Qatari government has worked to ensure that the gas industry operates with due regard for social, moral and environmental impacts. On this last score, achieving a truly open global market for gas is perhaps the single greatest step government and industry can take to achieve genuinely significant levels of de-carbonization in the coming years.

Even as I write, the world is rapidly moving toward commercialization of energy technologies independent of carbon, such as photovoltaics and fuel cells. These will take time to mature, particularly in terms of applications requiring large mobile energy supplies, so gas will be the natural bridge that joins the carbon and post-carbon eras.

For now, the oil and gas industry continues to decide the future of our world economy, and energy and capital complement one other. Therefore, the emerging primacy of gas will only solidify Qatar's position as a global energy titan, and continue to fuel its diversification as an emerging business and logistics hub in today's highly competitive world. And if recent history is any guide, the same resources will help fund investments that make the country a player in tomorrow's world as well.

قدّم إلى سليمان دراسته الأخيرة حول "الطاقة في المنطقة" بارودي: "إعلان بعبدا اقتصادي" يجذّب الإنهيار



المركزية - تسلّم الرئيس العماد ميشال سليمان من الخبير الدولي في قطاع الطاقة رودي بارودي دراسته الأخيرة لهذا العام حول "وضع الطاقة في المنطقة" بعد الدراسة السابقة التي أعدّها في هذا الشأن عام 2008، وذلك خلال زيارة قام بها بارودي للرئيس سليمان في منزله في اليرزة قبل ظهر اليوم.

وتركز البحث في خلال اللقاء، على أهمية الإستكشاف والتنقيب عن الغاز والنفط في لبنان وخصوصاً البدء بالمسح البري بعد مدة زمنية فاقت الـ 60 عاماً منذ آخر عملية استكشاف، وضرورة عدم تضييع الفرص في هذا المجال للإفادة من هذه الثروة إلى أقصى حدّ.

وكانت مناسبة شكر فيها بارودي للرئيس سليمان محافظته على الثروة النفطية اللبنانية طوال عهده في سدة الرئاسة، ومتابعته الحثيثة لتطورات هذا الملف عبر مواكبة الإتصالات الجارية مع الدول المعنية بالتنقيب في المياه الإقليمية، سعياً إلى حفظ حقوق لبنان في حصته النفطية.

وشدد بارودي في خلال اللقاء، على "أهمية تعزيز العلاقات بين لبنان وقبرص في ملف النفط والغاز، وتنمية أواصر التعاون خصوصاً في مجال الغاز السائل والتصدير إلى أسواق أوروبا الأقرب على الإطلاق لتسويق الغاز"، مشيداً بـ "النشاطات الجبارة التي تقوم بها هيئة إدارة قطاع البترول في لبنان".

وأكد أنه "لا بد" من إحياء ما طالبنا به منذ نحو سنتين، بضرورة صوغ "إعلان بعيدا اقتصادي" يجمع كل الأفرقاء ليشبكوا الأيدي وينكبوا على إبعاد شبح الإنهيار الإقتصادي عن لبنان وجبه كل التحديات والمشكلات التي تعوق نموّه وازدهاره، وبالتالي الإفادة من كل الفرص المتاحة على أكثر من صعيد ولا سيما التنقيب عن النفط والغاز في البرّ وفي مياهنا الإقليمية".

Uncrossing wires – An emergency rescue plan for Lebanon's electricity sector

Executive



Lebanon's electricity sector faces severe difficulties on multiple levels, making it an unsustainable burden on the economy in general and the state budget in particular.

Problems extend across all stages of the business process, from production to distribution, even billing and collection, despite the latter having been franchised out to private companies.

Promising proposals – including some very comprehensive ones – to address these issues have been drawn up by and for successive ministers of energy and water, including the latest policy plan approved by the Council of Ministers in June 2010.

These plans can work, but only when the required political decisions are taken to revive this vital sector by insulating it against personal and private interests, be they direct or indirect. Only in this way can we honor both the spirit and the letter of legislation already passed by Parliament by getting on with the implementation stage.

Several matters require urgent attention, including financial and administrative difficulties that have held up construction of a planned 435-MW generating station at Deir Ammar and a similar facility at Zahrani, the combined output of which would provide the country with at least a bare minimum of its power needs. Specifically, the Council for Reconstruction and Development should be tasked with securing the necessary funds from supporting institutions so that implementation can start immediately.

The politics of electricity

The national interest demands that this be done as quickly and as cleanly as possible, because the last thing Lebanon needs is a dispute with a contractor that leads to court proceedings and/or arbitration that could take years to unfold. It is clear that franchising measures adopted by the Ministry of Energy and Water are tainted with a lot of gaps.

Easing Lebanon's chronic power shortages also calls for urgent action to expedite the delivery and installation of new generating units at the Jiyeh and Zouk plants. Timing is

everything in such cases, because every day of delay increases the financial drain and other burdens on all consumers, from households and schools to companies and government offices. This directly undermines the productivity and competitiveness of the national economy, restricting GDP growth and soaking up resources.

Even more importantly, preventing future crises and enabling long overdue reforms demands that oversight be exercised by a duly constituted Electricity Regulatory Authority. Such a body has been created by legislation but successive governments have failed to appoint its five member leadership commission, as called for under Law No. 462 of 2002, preventing the authority from exercising its powers. There is an urgent need to appoint the Electricity Regulatory Authority, as more than 14 years have passed since the issuance of the law calling for its formation, without any legal or legitimate reason being provided for this delay.

The failure to fully implement Law 462 has prompted the legislature to pass Law 288, which alters Article 7 of Law 462 by adding the following paragraph: "Temporarily, for a period of two years, and until the appointment of members of the Authority and giving them their tasks, the production permissions and licenses will be granted by a decision of the Council of Ministers upon a proposal of the Ministers of Energy and Water, and Finance."

The establishment and empowerment of structures similar to the Electricity Regulatory Authority has been crucial to developing and implementing advanced energy and consumer-protection strategies in jurisdictions around the world – including Europe and our own Euro-Med region – so it remains a mystery why some parties insist on denying this proven setup to Lebanon and the Lebanese.

And as though all that were not sufficient to bring development of the sector to a standstill, a new board of

directors has not been assigned for Électricité du Liban (EDL), the country's state owned power company, since 2005. This has sharply curtailed or even eliminated follow up on the completion of major projects designed to help meet minimum requirements, and committed Lebanon to huge amounts of money.

Then there is the matter of the fuel required for the generating stations at Zahrani and Deir Ammar. Based on the advice of Électricité de France (EDF) and under the terms of the national energy strategy developed in 1992–1993, both facilities were designed and built to operate primarily on natural gas rather than diesel oil. This would impart several benefits, including lower production costs, less environmental impact and longer service lives for generating units.

Once again, however, political bickering and clashes of personality have prevented full implementation of the plan, in this case by failing to secure the necessary gas supplies. As a result, both plants have been run almost exclusively on oil derivatives, obviating some of their design advantages and burdening the treasury with massive bills for fuel that is dearer, dirtier and less efficient.

An agreement was signed in 2009 to finally link Deir Ammar with the Arab Gas Pipeline, built to carry Egyptian gas to customers in Israel, Jordan, Lebanon and Syria, but the deal was never fully implemented. And in light of mounting instability in the region since 2011, it is highly unlikely that Lebanon will see any benefit from this for the foreseeable future: Egypt has been unable to meet its existing supply obligations for the past three years, and badly needed repairs and maintenance cannot be carried out on Syrian sections of the pipeline through which any Lebanese imports would have to traverse.

Regasification, regulation

Since operation of the electricity plants in Zaharani and

Bedawi that relied on natural gas has become impossible without the presence of gas pipelines, and the natural gas liquefaction near the production facilities has become indispensable and irreplaceable, it is imperative for the Lebanese state to start buying, renting or establishing a floating station(s) for liquified natural gas storage, and for its regasification – necessary for the two power plants in Zahrani and Deir Ammar. A floating storage regasification unit (FSRU) would need to be established in each, even if that required the expansion of the port, or the establishment of breakwaters to protect the station from marine factors.

The procurement of the two FSRU stations would allow enormous savings on the price of fuel, significantly reducing the need for public financial support for EDL. It also would substantially reduce the utility's debt ratio; a crucial requirement because the potential impact of government and EDL measures to improve bill collection remains limited. This would lead to the reduction of financial transfers to the EDL mitigating the debt to GDP ratio, particularly since the capability of the government and EDL to collect bills and prevent electricity theft or attacks to the grid remains limited, reducing the ability to rein in the deficit.

Initially at least, both floating stations should be rented or leased, provided that the awarded contractor or promoter has both the requisite international experience and a demonstrated ability to supply the natural gas in addition to the stations simultaneously. This would translate into substantial cost savings for the control and supervision of the facilities. Any such agreement also should follow the "key in hand" method, which would leave the financing of construction to the contractor, reducing the risk to the state and allowing it to start paying only when it has taken delivery of fully operational facilities. And since we know in advance the amount of fuel required by the power plants, the contract should stipulate the dates, quantities and costs of gas

deliveries. This formula has been tried and tested in several jurisdictions, including Dubai, Jordan and Kuwait, and there is no reason why it would not work in Lebanon.

Until steps are taken to regularize the electricity sector by implementing existing legislation, and until the almost year long vacancy in Lebanon's presidency is filled, it is advisable that oversight be exercised jointly by the Parliament and the Council of Ministers.

No individual, though, no matter how influential, can make this happen without securing the trust and cooperation of others. Some features of the Lebanese political landscape are difficult to agree on, but this one is not. National pride, political responsibility and basic common sense dictate that we act quickly to end the mismanagement of this problem. Only then can we start eliminating all forms of waste, alleviating the losses of the state and meeting the needs of power hungry homes and businesses.

**دعا "اغتنام دعوة بري إلى
التلاقي للحوار الإقتصادي
بارودي: للإسراع في تثبيت
حقوق لبنان النفطية**



المركزية- فيما لبنان لم يطلق بعد صفارة البدء بالتنقيب عن النفط والغاز في المنطقة الاقتصادية الخالصة، صدر في الأيام الأخيرة كلام عن رئيس مجلس النواب نبيه بري مفاده أن إسرائيل تسرق الغاز اللبناني، الأمر الذي من المفترض أن يحث المسؤولين المعنيين على التعجيل في إتمام هذا الملف من جوانبه كافة، لأن الوقت ليس لصالح لبنان.

الخبير الدولي في شؤون النفط رودي بارودي شدد على وجوب تثبيت الحدود مع دول المنطقة كافة، لكنه لفت إلى أن "المشكلة تكمن في عدم توقيع ثلاث دول في المنطقة هي تركيا وسوريا وإسرائيل، معاهدة الأمم المتحدة لقانون البحر حتى اليوم، والتي تحدّد لكل دولة المنطقة الاقتصادية الخالصة، وما لدى لبنان اليوم هو تقريباً 20 ألف كلم² في البحر".

وأضاف في حديث لـ "المركزية": من أصل 854 كلم² من المنطقة المتنازع عليها مع إسرائيل، تمكن لبنان عبر الوسيط الأميركي، من تثبيت سيادته على ما يقارب 530 كلم²، لكن تم ذلك على وقع خلافات حول ترسيم مساحات أخرى بين لبنان وإسرائيل، ولبنان وسوريا، وبين تركيا وقبرص.

وقال بارودي: على الحكومة أولاً أخذ ما أعلنه الرئيس بري في اليومين الأخيرين على محمل الجدّ وعدم التهاون في هذا الموضوع، وإجراء الاتصالات اللازمة للتثبت من المعلومات حول سرقة إسرائيل للغاز اللبناني، وبالتالي رفع شكوى إلى الأمم المتحدة في القضية، واتخاذ الإجراءات الكفيلة بمنع إسرائيل من ذلك. وثانياً استكمال الإجراءات وإقرار القوانين اللازمة ولا سيما قانون الإستكشاف البري، والإسراع في تثبيت حقوق لبنان النفطية، خصوصاً أن لا مبرر للتأخير في البدء باستكشاف اليابسة ولا مشكلة في ذلك، علماً أنه الأقل كلفة على الإطلاق مقارنة بالإستكشاف البحري.

وإذ حيا جهود الرئيس بري في هذا المجال، شاكرًا متابعته الحثيثة لهذا الملف لتجنب لبنان إضاعة هذه الفرصة الذهبية، دعا بارودي جميع السياسيين إلى الإفادة من فسحة الحوار والتلاقي التي دعا إليها بري مطلع العام المقبل لتذليل الخلافات السياسية، واغتنامها للتجاوز والتوافق على إزالة العقبات الاقتصادية وحلحلة مسائل هامة عالقة وأولها ملف التنقيب عن النفط والغاز، والإتفاق على البدء باستكشافهما براً وبحراً.